

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



**NOTE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE REGIONALE DANS
L'UEMOA**

Bénin
Burkina Faso
Côte d'Ivoire
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

4^e trimestre 2016

N°34

Mars 2017

Table des matières

Sigles et abréviations.....	ii
Liste des graphiques.....	iii
Liste des tableaux.....	iii
Résumé.....	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale.....	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde.....	3
1.3. Cours des matières premières.....	3
1.4. Taux d'intérêt.....	4
2. Conjoncture dans la zone UEMOA.....	5
2.1. Activité économique régionale.....	5
2.2. Inflation et compétitivité intérieure.....	7
2.3. Secteur extérieur.....	9
2.4. Finances publiques.....	12
2.5. Situation monétaire.....	12
2.6. Taux de change effectif réel.....	16
2.7. Activité de la BRVM.....	17
3. Principaux faits marquants.....	17
3.1 Environnement international.....	17
3.2 Pays de l'UEMOA.....	18
Conclusion.....	19

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse régionale des valeurs mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
FCFA	: Franc CFA
FED	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	: Indice harmonisé de la production industrielle
INS	: Institut national de la statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds	: Milliards
PIB	: Produit intérieur brut
PNG	: Position nette du Gouvernement
TOFE	: Tableau des opérations financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
4T16	: Quatrième trimestre 2016

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril).....	3
Graphique 2: Evolution trimestrielle du taux d'exportation dans l'Union en %.....	11
Graphique 3: Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %.....	12

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des matières premières en dollars	4
Tableau 2 : Production agricole totale dans les pays de l'UEMOA	5
Tableau 3: Evolution de l'IHPC de l'Union, par fonction, au 4ème trimestre 2016	7
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC de l'Union, par Etat membre, au 4ème trimestre 2016.....	8
Tableau 5: Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 4ème trimestre 2016	9
Tableau 6: Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)	9
Tableau 7: Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds).....	10
Tableau 8: Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)	10
Tableau 9: Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)	11
Tableau 10: Recettes et Dépenses publiques dans l'UEMOA au 4ème trimestre 2016 (mds)	13
Tableau 11: Masse monétaire et contreparties dans l'UEMOA au 4ème trimestre 2016 (mds).....	15

Résumé

Selon le FMI, la croissance mondiale a été de 3,1% en 2016 contre 3,2% en 2015. En 2017, elle est prévue à 3,4%. En Afrique subsaharienne, en 2016, la croissance serait de 1,6% contre 3,4% en 2015. La chute des cours du pétrole continue de handicaper les pays exportateurs qui tirent traditionnellement la croissance du continent. En 2017, les prévisions indiquent une croissance de 2,8%.

L'activité économique de la zone UEMOA a enregistré en 2016 un taux de croissance de 6,8% contre 6,6% en 2015. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont affiché de bonnes performances. En 2017, une croissance de 7,3% est attendue.

Dans les pays avancés comme dans les pays émergents et en développement, l'inflation est restée modérée en 2016 sous l'effet de l'évolution des taux de change dans certains pays et d'une hausse moindre des prix des produits alimentaires. Cette évolution favorable des prix à l'échelle mondiale devrait se maintenir en 2017.

Au quatrième trimestre de l'année 2016, les cours de la plupart des matières premières exportées par les Etats de l'Union ont été en baisse à l'exception du pétrole et du coton. Cette contreperformance résulte essentiellement du ralentissement de la demande dans les pays avancés et émergents.

Au cours de la même période, l'indice harmonisé de la production industrielle a progressé dans la plupart des Etats membres de l'Union. Il en est de même de l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services qui a augmenté partout sauf au Bénin.

Quant aux exportations et importations, elles ont progressé. Toutefois, la fluctuation des exportations a induit une aggravation du déficit commercial mais aussi une hausse du taux de couverture de l'Union. Dans le même temps, le déficit des finances publiques s'est aggravé tandis que la situation monétaire indiquait une hausse de la masse monétaire en circulation.

En somme, la conjoncture dans la zone UEMOA a été relativement bonne au quatrième trimestre et laisse présager l'atteinte des objectifs en termes de croissance pour l'année 2016. Il apparaît aussi que cette tendance pourrait se conforter au premier trimestre 2017 si les frémissements observés dans les pays avancés et émergents se confirment.

Introduction

Le suivi de la conjoncture économique régionale est une activité importante pour la Commission. En effet, les analyses en temps réels des indicateurs de l'activité économique permettent d'éclairer les décideurs et les utilisateurs de données statistiques sur les évolutions à court terme des économies de l'Union. C'est pour cette raison que le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) élabore chaque trimestre la Note de Conjoncture Economique Régionale.

La première note de conjoncture régionale pour l'année 2017 fait le point de la situation économique et financière de la sous-région au cours du quatrième trimestre 2016 et présente une brève perspective pour le premier trimestre de l'année 2017. Elle est structurée en trois (03) parties :

- Conjoncture internationale ;
- Conjoncture dans la zone UEMOA ;
- Principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition de janvier 2017 des perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI), du « The Pink Sheet » de la Banque Mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2016. Les données nationales proviennent des Instituts nationaux de la statistique (INS), des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) et des Directions chargées de la prévision des Etats membres.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Selon le FMI, l'économie mondiale a atteint une croissance de 3,1% en 2016 contre 3,2% en 2015. Cette légère décélération vient surtout de la baisse du rythme de l'activité dans les pays émergents, notamment en Chine. Mais, la croissance recule aussi dans la plupart des économies avancées. En fait, les pays développés ne se sont pas encore remis des difficultés liées à l'endettement provenant de la crise financière de 2008. En 2017, la croissance est attendue à 3,4%. Les prévisions de croissance mondiale de janvier 2017 sont restées inchangées par rapport aux prévisions d'octobre 2016.

Aux Etats-Unis, la croissance se situerait à 1,6% en 2016 contre 2,6% en 2015. Ce recul survient malgré la politique monétaire expansive de la FED. En effet, le secteur réel ne semble pas réagir positivement à l'abondance de liquidités. Cette tendance devrait s'améliorer en 2017 avec une croissance prévue de 2,3%.

En zone euro, la croissance économique s'est située à 1,7% en 2016 contre 2,0% en 2015. Cette baisse est essentiellement liée au recul des exportations. En 2017, une croissance de 1,6% est attendue.

Au Japon, l'activité économique a été marquée en 2016 par une croissance de 0,9% contre 1,2% en 2015. Ceci provient des difficultés liées au service de la dette qui

pèse sur les finances publiques. En 2017, la croissance économique devrait atteindre 0,8%.

Quant à l'Afrique subsaharienne, au cours de l'année 2016, sa croissance a été de 1,6% contre 3,4% en 2015 en liaison avec la chute des cours du pétrole qui handicape les pays exportateurs. En 2017, les prévisions indiquent une croissance de 2,8%.

1.2. Inflation dans les principales régions du monde

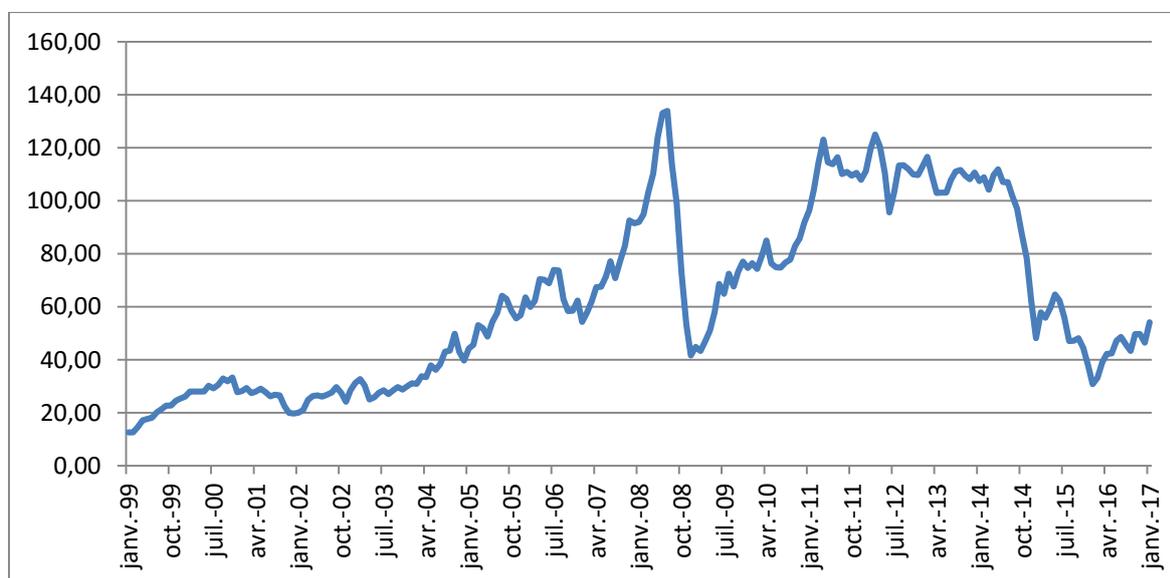
L'inflation se situe à 0,7% en 2016 contre 0,3% en 2015 dans les pays avancés. Cette situation pourrait être imputable à la légère hausse des cours des produits alimentaires. En 2017, le taux d'inflation est attendu à 1,7%, sous l'hypothèse d'une légère reprise de la hausse des cours du pétrole.

Dans les pays en développement et émergents, l'inflation a atteint 4,5% en 2016 contre 4,7% en 2015. Cette situation pourrait être imputable à la baisse des cours du pétrole combinée à une moindre hausse des prix des produits alimentaires. En 2017, le taux d'inflation est prévu à 4,5%.

1.3. Cours des matières premières

Au quatrième trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole ont augmenté de 10,6%. En glissement annuel, les cours du brut progressent de 15,4%. Ce rebond provient surtout de la hausse de la demande dans les pays avancés consécutive à un léger regain d'activité en fin d'année 2016.

Graphique 1: Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Les cours de l'once d'or ont baissé de 8,3% au quatrième trimestre 2016, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt. En glissement annuel, les cours ont progressé de 10,5%. Cette situation s'explique surtout par un relatif désintérêt pour l'or comme valeur refuge en raison du regain d'activité observé dans les pays avancés en fin d'année.

Le quatrième trimestre 2016 a été marqué par la baisse des cours du cacao de 16,4%, comparativement au troisième trimestre 2016. Cette évolution s'explique par

la hausse de la quantité de fèves produites en Afrique de l'Ouest, première région productrice au monde. En glissement annuel, les cours du cacao ont baissé de 24,2%.

Quant au café robusta, ses cours ont progressé de 10,7% entre les troisième et quatrième trimestres de 2016.

En glissement annuel, les cours ont augmenté de 26,8%. Cette évolution des cours du café robusta s'explique par une offre en baisse, dans les principales régions productrices.

Pour ce qui est du coton, au quatrième trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent, les cours ont augmenté de 0,6%.

En glissement annuel, les cours ont progressé de 12,3%. Cette embellie des cours du coton est provoquée essentiellement par la reprise de la demande chinoise.

Tableau 1 : Cours des matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2015			2016		Variations en %	
		T4	T3	T4	16T4/16T3	16T4 15T4		
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	43,4	45,3	50,1	10,6	15,4		
Cacao	c / kg	330,0	299,0	250,0	-16,4	-24,2		
Café arabica	c / kg	331,0	370,0	386,0	4,3	16,6		
Café robusta	c / kg	179,0	205,0	227,0	10,7	26,8		
Huile d'arachide	\$/tm	1 297,0	1 501,0	1 562,0	4,1	20,4		
Huile de palme	\$/tm	569,0	714,0	750,0	5,0	31,8		
Huile de palmiste	\$/tm	830,0	1 435,0	1 486,0	3,6	79,0		
Maïs	\$ / tm	167,2	153,4	152,2	-0,8	-9,0		
Riz brisé 5%	\$ / tm	355,7	413,7	369,0	-10,8	3,7		
Sorgho	\$ / tm	176,3	151,9	138,6	-8,8	-21,4		
Blé	\$ / tm	200,6	151,5	148,1	-2,2	-26,2		
Banane	\$ / tm	88,0	91,0	86,0	-5,5	-2,3		
Farine poisson	\$ / tm	482,0	461,0	499,0	8,2	3,5		
Sucre	c/kg	27,0	45,0	45,0	0,0	66,7		
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	827,1	629,6	595,1	-5,5	-28,0		
Coton (A Index)	c/kg	155,0	173,0	174,0	0,6	12,3		
Phosphate roche	\$/ tm	122,8	115,0	105,7	-8,1	-13,9		
Or non monétaire	\$/ toz	1 105,0	1 331,0	1 221,0	-8,3	10,5		

Source : PINKSHEET (Banque Mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois est de 1,0% en 2016 contre 0,5% en 2015, au niveau du LIBOR. En 2017, ce taux sera de 1,3%. Le taux des dépôts en euros à 3 mois est de -0,3% en 2016 contre 0,0% en 2015. En 2017, ce taux sera maintenu à -0,3%. Le taux des dépôts en yens à 6 mois est de 0,0% en 2016 contre 0,1% en 2015. En 2017, ce taux est prévu à 0,0%.

Dans le contexte économique que connaissent les pays avancés, les banques centrales maintiennent leurs taux directeurs à des niveaux bas, sauf aux Etats-Unis où la Réserve Fédérale a décidé de mettre fin à sa politique d'assouplissement monétaire en décembre 2016.

2. Conjuncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2016, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,8% contre 6,6% en 2015. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont enregistré de bonnes performances, même si le taux de croissance reste en dessous de 5% dans quelques-uns d'entre eux. Une croissance de 7,3% est attendue en 2017.

Activité agricole¹

La campagne agricole 2015/2016 a donné des résultats mitigés en raison de la mauvaise pluviométrie dans certains Etats.

La hausse la plus importante de la production agricole a été notée au Sénégal, tandis que la plus faible a été enregistrée au Niger.

Au Sénégal, la hausse provient surtout d'une augmentation de la production céréalière de 72%. Cette hausse concerne surtout le mil (83%), le sorgho (84%) et le riz (70%).

Tableau 2 : Production agricole totale dans les pays de l'UEMOA

Pays	Production totale (en tonnes)		Variation relative de (2) par rapport à (1)
	campagne 2014/2015 (1)	campagne 2015/2016 (2)	en %
Bénin	12 374 407,2	11 020 959.1	-10.9
Burkina Faso	6 731 908	6 273 443.0	-7.1
Côte d'Ivoire	20 093 315,1	19 569 171.7	-3.1
Guinée Bissau	3 608 334	3 957 830	9,7
Mali	8 052 024	9 448 407	17.3
Niger	11 874 061	12 906 044	8.7
Sénégal	2 503 078	4 067 796	62.2
Togo	3 597 830	3 434 214	-4.3

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle²

Au quatrième trimestre 2016, la production industrielle du Mali, mesurée par l'IHPI, a augmenté de 58,5% comparativement au trimestre précédent. Cette progression est essentiellement imputable à une forte hausse de la fabrication de produits alimentaires et de celle des teintures et fourrures. Cette situation s'explique aussi par l'effet saisonnier de l'égrenage du coton qui a crû entre le troisième et le dernier trimestre de 2016. Toutefois, il est à noter qu'en glissement annuel, l'IHPI baisse de 10,4%.

¹ Les réalisations de la campagne 2016/2017 ne sont pas disponibles pour la plupart des Etats notamment la Côte d'Ivoire.

² Les indicateurs de la production industrielle du quatrième trimestre 2016 du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée Bissau ne sont pas encore disponibles.

Au Niger, au dernier trimestre de l'année 2016, la production industrielle a progressé de 11,7% comparativement au troisième trimestre de 2016. Cette hausse s'explique surtout par une augmentation de la production des industries métalliques, celle des industries de fabrication des machines et matériels agricoles ainsi que celle de pétrole. Toutefois, en glissement annuel, l'IHPI baisse de 2,0%.

Au quatrième trimestre 2016, au Sénégal, la production industrielle a progressé de 2,4% comparativement à un trimestre plus tôt. Ceci provient en grande partie de la hausse de la production des industries alimentaires. En glissement annuel, l'IHPI a augmenté de 3,8%.

Au Togo, au quatrième trimestre 2016, la production industrielle a chuté de 16,0% comparativement au troisième trimestre de 2016. Cette diminution s'explique surtout par un recul de la production des industries de distribution d'électricité et de celles de fabrication d'articles d'ameublement. Cependant, en glissement annuel, l'IHPI a progressé de 22,2%.

Activité dans le commerce et les services³

Au Bénin, l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services (ICA) a baissé de 6,6% au quatrième trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent. En glissement annuel, cet indice a enregistré un recul de 10,1%. Cette situation provient essentiellement d'une diminution du chiffre d'affaires au niveau des industries chimiques et des autres industries.

En Côte d'Ivoire, au cours de la même période, l'ICA a augmenté de 9,9%. En glissement annuel, cet indice a progressé de 2,0%. Cette hausse de l'ICA provient surtout de l'augmentation observée au niveau des machines de bureaux et matériels informatiques.

Au Sénégal, au quatrième trimestre 2016, comparativement au troisième trimestre 2016, l'indice du chiffre d'affaires du commerce a progressé de 10,7% tandis que celui des services a augmenté de 8,7%. Ces deux évolutions seraient surtout respectivement dues à la hausse du commerce de détail et à celle du chiffre d'affaires des hôtels et restaurants.

Création d'entreprises

Au Bénin, 2.634 entreprises ont été enregistrées au quatrième trimestre 2016 contre 1.924 au trimestre précédent.

Au quatrième trimestre de l'année 2016, 2.319 entreprises ont été enregistrées au Mali contre 1.914 au trimestre précédent. La grande majorité de ces entreprises (plus de 80%) sont des établissements de commerce et de prestations de services.

Pour le Niger, 874 entreprises ont été enregistrées au quatrième trimestre 2016 contre 860 un trimestre plus tôt. 84% de ces entreprises sont des entreprises individuelles.

³ Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal produisent à ce jour l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services.

Quant au Sénégal, 10.549 entreprises ont été enregistrées au quatrième trimestre 2016 contre 9.727 au troisième trimestre 2016. 82% des entreprises enregistrées sont des entreprises individuelles.

2.2. Inflation et compétitivité intérieure

2.2.1 Evolution de l'inflation

Au niveau de l'Union, l'indice général des prix est ressorti, au quatrième trimestre 2016, au même niveau qu'au trimestre précédent, tandis qu'il a affiché une légère évolution à la baisse de 0,8%, en glissement annuel.

Par rapport au troisième trimestre 2016, il ressort que la stabilité constatée de l'indice régional s'explique par la compensation des baisses des prix des principales composantes que sont les postes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-1,7%) et « Transport » (-0,8%) ainsi que la « Communication » (-0,9%) par les hausses des autres sous-indices.

L'évolution de l'IHPC régional en glissement annuel découle notamment du recul des indices associés aux composantes « Transport » (-3,3%), « Restaurants et hôtels » (-2,0%) et « Articles d'habillement et chaussures » (-1,6%) partiellement compensées par les progressions des indices relatifs aux postes « Alimentation et boissons non alcoolisées » et « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » qui se sont respectivement établies à +0,4% et +0,6%.

Tableau 3: Evolution de l'IHPC de l'Union, par fonction, au 4^{ème} trimestre 2016

FONCTION DE CONSOMMATION	Pondération	2015	2016				Variations (%)	
		T4	T1	T2	T3	T4	4T16 / 3T16	4T16 / 4T15
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	120,6	117,7	122,5	120,4	120,2	-1,7	0,4
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	106,9	108,8	109,9	110,3	110,7	0,4	2,5
Articles d'habillement et chaussures	936,4	108,8	107,2	106,6	107,0	107,5	0,4	-1,6
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	109,7	109,8	110,1	110,1	110,8	0,0	0,6
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	109,4	109,2	108,8	109,1	109,7	0,2	-0,2
Santé	360,6	103,0	103,5	103,4	104,1	103,5	0,6	0,2
Transport	1192,2	108,0	106,4	105,6	104,8	104,2	-0,8	-3,3
Communication	635,1	80,5	80,6	80,3	79,6	79,6	-0,9	-1,3
Loisir et culture	283,2	102,5	102,2	102,2	102,7	102,6	0,5	0,1
Enseignement	271,7	118,7	118,3	117,6	117,8	118,5	0,1	-0,2
Restaurant et hôtel	1010,4	118,8	117,0	116,0	116,4	116,2	0,3	-2,0
Biens et services divers	446,7	108,4	107,7	107,3	107,6	108,3	0,3	-1,0
Total	10000,0	111,6	110,1	111,3	110,7	110,7	0,0	-0,8

Source : CStat / Commission de l'UEMOA

Concernant la dynamique de l'inflation au niveau des Etats membres de l'Union, elle indique une évolution contrastée des prix dans les différents Etats, par rapport au troisième trimestre 2016.

En effet, si l'IHPC s'est affiché en hausse au Sénégal (+2,8%), au Niger (+1,7%), au Mali (+1,4%) et en Guinée-Bissau (+1,2%), il s'est, en revanche, inscrit en baisse au Bénin (-3,8%), en Côte d'Ivoire (-1,8%), au Togo (-1,8%) et au Burkina Faso (-0,5%).

En glissement annuel, le repli de 0,8% de l'IHPC tient surtout aux baisses de 2,9% et 1,4% respectivement relevées au Mali et au Bénin et, dans une moindre mesure, à celles observées au Burkina Faso (-0,5%) et au Togo (-0,1%). Sur la même période, les prix ont évolué en légère hausse au Sénégal (+0,9%), au Niger (+0,3%), en Guinée-Bissau (+0,3%) et en Côte d'Ivoire (+0,2%).

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC de l'Union, par Etat membre, au 4ème trimestre 2016

PAYS	Pondération	2015	2016				Variations (%)	
		T4	T1	T2	T3	T4	4T16 / 3T16	4T16 / 4T15
BENIN	807,3	113,2	111,9	114,8	110,4	109,9	-3,8	-1,4
BURKINA	849,0	109,3	106,3	109,2	108,7	107,8	-0,5	-0,5
COTE D'IVOIRE	3 796,9	113,2	113,8	115,8	113,7	113,5	-1,8	0,2
GUINEE-BISSAU	216,6	109,7	111,9	108,9	110,1	110,6	1,2	0,3
MALI	740,0	114,7	110,2	111,9	113,5	113,4	1,4	-2,9
NIGER	602,8	109,3	106,2	107,3	109,1	107,5	1,7	0,3
SENEGAL	1 958,6	106,0	103,4	102,2	105,1	106,7	2,8	0,9
TOGO	1 028,9	116,1	116,9	118,8	116,7	115,8	-1,8	-0,1
UEMOA	10 000,0	111,6	110,1	111,3	110,7	110,7	0,0	-0,8

Source : CStat / Commission de l'UEMOA

Au niveau de l'Union, l'inflation sous-jacente s'est établie à 0,1%, au cours du quatrième trimestre de l'année 2016, par rapport au trimestre précédent. Cette légère progression de l'IHPC hors énergie et produits frais, résulte notamment des évolutions faibles et contrastées relevées dans l'ensemble des Etats membres de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (+0,3%) et au Sénégal (-0,2%).

Du point de vue des sous-indices, la composante « produits frais » a affiché une baisse de 0,2% sur le dernier trimestre 2016. Quant à la composante « Energie », elle a enregistré une légère progression de 0,4% sur la période.

Tableau 5: Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 4^{ème} trimestre 2016

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	1,9	-1,7	-0,5	0,8	-1,3	-1,4	0,9	0,8	-0,2
Indice Energie	0,1	0,2	-0,9	5,3	1,0	0,1	0,0	3,6	0,4
Taux d'inflation sous-jacente	0,2	-0,2	0,3	0,2	0,0	-0,2	-0,2	0,1	0,1
produits locaux	0,9	-0,9	0,2	0,4	-0,3	-0,9	0,0	0,7	0,1
Produits importés	-0,3	0,0	-0,4	-0,1	0,1	-0,5	0,2	0,1	-0,2
Produits du secteur primaire	2,0	-1,6	-0,3	0,8	-1,1	-1,5	0,3	0,3	-0,4
Produits du secteur secondaire	0,5	-0,1	0,6	0,6	0,2	0,1	-0,2	0,7	0,3
Produits du secteur tertiaire	0,0	0,0	0,1	0,0	0,5	-0,1	0,0	0,1	0,1
Biens non durables	1,2	-1,0	0,4	0,5	0,4	-0,9	0,1	0,8	0,1
Biens semi durables	-0,1	0,0	0,2	1,0	0,3	0,1	-0,1	0,2	0,1
Biens durables	-1,7	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,1	0,0	-0,1

Source : CStat / Commission de l'UEMOA

2.3. Secteur extérieur

Exportations

Le dernier trimestre de l'année 2016 a affiché un accroissement de 24,9% des exportations en valeur de l'Union comparativement au trimestre précédent, soit + 602,1 mds de FCFA. Ce regain des exportations est observé dans la plupart des Etats de l'Union à l'exception des replis observés au Bénin (-27,9%), en Guinée Bissau (-98,3%) et au Sénégal (-18,1%).

En glissement annuel, les exportations présentent un retrait de 13,2%, en liaison avec les contreperformances de tous les Etats sauf le Burkina, le Mali et le Togo.

Tableau 6: Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)

	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16	4T16
Bénin	52,91	37,40	28,51	53,95	42,33	30,49
Burkina Faso	221,68	300,29	384,15	338,77	334,17	431,71
Côte d'Ivoire	1 331,42	2 156,38	1 923,48	1 573,73	1 192,79	1 693,10
Guinée Bissau	30,16	51,48	50,03	65,33	65,33	1,16
Mali	305,85	359,73	437,92	437,92	305,94	376,80
Niger	77,44	144,81	96,03	59,44	51,92	98,89
Sénégal	293,08	344,93	391,12	384,25	327,54	268,33
Togo	88,54	80,12	74,25	112,84	93,53	115,20
UEMOA	2 401,06	3 475,14	3 385,50	3 026,23	2 413,54	3 015,68

Source : INS des Etats

Importations

A la fin de l'année 2016, l'Union affiche une hausse de 9,9% de ses importations trimestrielles. Cette hausse pourrait être mise en liaison avec les fêtes de fin d'année. Toutefois, la Côte d'Ivoire et le Sénégal présentent des replis alors que le Niger et le Togo montrent de fortes progressions respectivement de 68,2% et 65,8%.

En glissement annuel, il est observé une baisse de 782,3 mds. Cette situation résulte de la forte baisse affichée par la Côte d'Ivoire (-42,8%). Le Sénégal et le Burkina présentent également des retraits mais dans une moindre mesure (respectivement -12,4% et -2,8%).

Tableau 7: Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)

	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16	4T16
Bénin	364,13	388,05	236,16	245,55	320,48	425,73
Burkina Faso	438,07	496,51	503,36	547,04	421,17	482,60
Côte d'Ivoire	1 178,19	1 971,87	1 467,54	1 277,08	1 187,54	1 128,44
Guinée Bissau	24,56	22,38	1,02	27,01	23,02	23,52
Mali	587,00	532,00	458,00	572,00	542,00	593,10
Niger	519,42	287,92	382,74	191,51	170,55	286,89
Sénégal	826,00	850,79	672,71	731,22	828,21	745,38
Togo	326,48	278,73	214,54	245,46	217,42	360,56
UEMOA	4 263,86	4 828,24	3 936,05	3 836,87	3 678,76	4 046,21

Source : INS des Etats

Taux de couverture

Le déséquilibre du commerce extérieur de l'Union observé à travers la faiblesse du taux de couverture s'est poursuivi au cours du dernier trimestre de l'année 2016. Les importations ne sont toujours pas entièrement financées par les exportations. Toutefois, la situation s'est améliorée par rapport à la période précédente, avec une hausse de 8,9 points de pourcentage sous l'effet des performances de la Côte d'Ivoire et du Burkina.

En glissement annuel, le taux de couverture progresse de 2,5 points de pourcentage.

Tableau 8: Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16	4T16
Bénin	14,53	9,64	12,07	21,97	13,21	7,16
Burkina Faso	50,60	60,48	76,32	61,93	79,34	89,46
Côte d'Ivoire	113,01	109,36	131,07	123,23	100,44	150,04
Guinée Bissau	122,81	230,03	4914,99	241,84	283,78	4,92
Mali	52,10	67,62	95,62	76,56	56,45	63,53
Niger	14,91	50,30	25,09	31,04	37,38	34,47
Sénégal	35,48	40,54	58,14	52,55	39,55	36,00
Togo	27,12	28,74	34,61	45,97	43,02	31,95
UEMOA	56,31	71,98	86,01	78,87	65,61	74,53

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Solde commercial

Le solde commercial dans l'UEMOA présente un déficit au cours de la période sous revue. Ce déficit révèle une détérioration de -1.030,5 mds pour le dernier trimestre de l'année 2016. En comparaison au trimestre précédent, le solde commercial s'est amélioré de 234,7 mds sous l'impulsion de la Côte d'Ivoire. En glissement annuel, le solde commercial affiche une amélioration de 322,6 mds.

Tableau 9: Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)

	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16	4T16
Bénin	-311,22	-350,64	-207,65	-191,60	-278,16	-395,25
Burkina Faso	-216,40	-196,22	-119,21	-208,27	-87,00	-50,89
Côte d'Ivoire	153,23	184,51	455,95	296,65	5,25	564,66
Guinée Bissau	5,60	29,10	49,02	38,31	42,31	-22,36
Mali	-281,15	-172,27	-20,08	-134,08	-236,07	-216,30
Niger	-441,99	-143,11	-286,71	-132,07	-86,99	-187,99
Sénégal	-532,92	-505,86	-281,58	-346,97	-500,67	-477,05
Togo	-237,95	-198,61	-140,29	-132,62	-123,89	-245,36
UEMOA	-1 862,79	-1 353,11	-550,55	-810,64	-1 265,21	-1 030,54

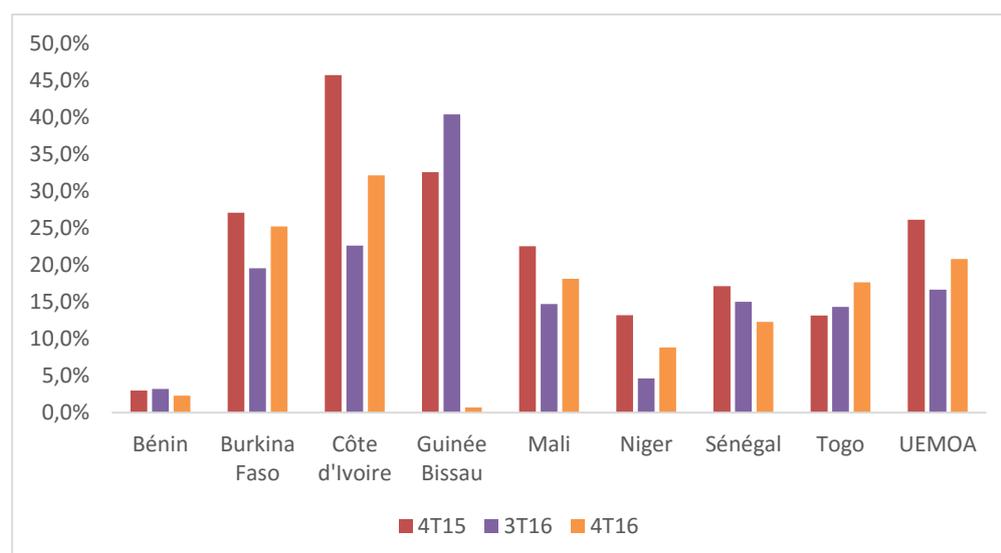
Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Compétitivité extérieure

Taux d'exportation

Au dernier trimestre 2016, les exportations représentent 20,8% du PIB, en progression de 4,16 points de pourcentage. La Côte d'Ivoire et le Burkina affichent les meilleures performances. En glissement annuel, le taux baisse de 5,3 points.

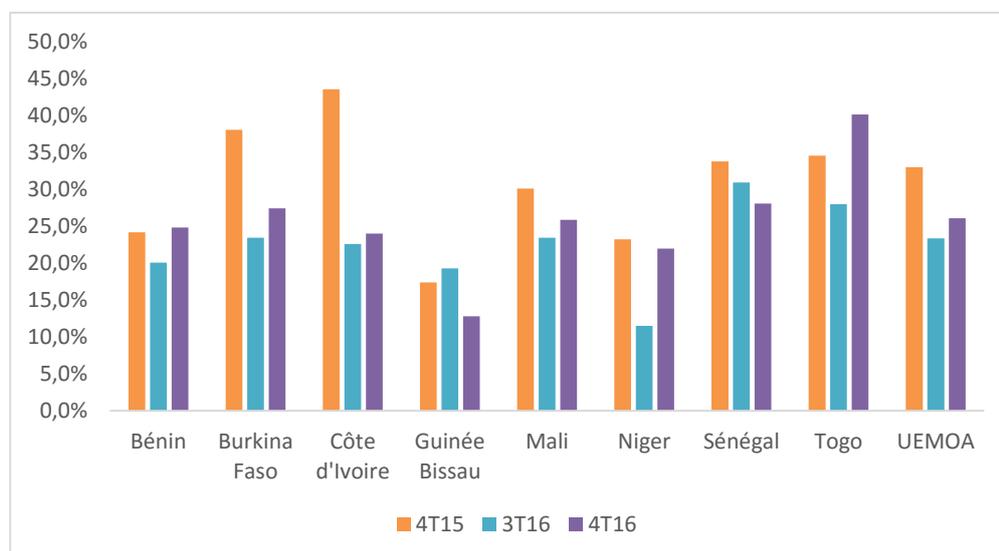
Graphique 2: Evolution trimestrielle du taux d'exportation dans l'Union en %



Taux de pénétration

A la fin de la période sous revue, 26,1% du marché intérieur de l'Union a été couvert par les importations. Comparé au trimestre précédent, il est observé une hausse de 2,7 points de pourcentage en lien avec les performances du Togo (+12,16%) et du Niger (+10,4%). En glissement annuel, la baisse se situe à 6,9 points de pourcentage.

Graphique 3: Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %



2.4. Finances publiques

2.4.1. Recettes⁴

Au terme du quatrième trimestre 2016, les données conjoncturelles sur les finances publiques indiquent que les recettes totales de l'Union se sont inscrites en hausse de 209,3 mds par rapport au quatrième trimestre 2015. Cette évolution des recettes totales correspond à une progression de 6,9% en glissement annuel.

Au niveau des Etats membres, la dynamique des recettes publiques totales a été largement portée par la forte progression en glissement annuel relevée au Mali (+239,6 mds, soit +67,9%) et, dans une moindre mesure par la hausse des recettes totales au Bénin (+89,1 mds, soit +43,0%) et au Burkina Faso (+46 mds, soit +16,4%). Ces hausses ont, cependant, été atténuées par les baisses observées en Côte d'Ivoire (-83,8 mds, soit -7,3%), au Sénégal (-43,1 mds, soit -5,5%) et au Niger (-41,0 mds, soit -18,6%).

En termes de composition des recettes, il ressort que les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 7,1 mds en glissement annuel, tandis que les recettes non fiscales se sont inscrites en baisse de 455,5 mds sur la même période.

⁴ Les données du Togo disponibles sur les finances publiques au quatrième trimestre 2016 ne portent que sur les mois d'octobre et de novembre 2016. Ainsi, les commentaires sur les finances publiques de l'Union concernent la situation hors Togo.

Tableau 10: Recettes et Dépenses publiques dans l'UEMOA au 4ème trimestre 2016 (mds)

Rubriques	Période	Etats membres							
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	4T16	296,1	329,9	1070,0	24,1	592,8	179,1	739,4	80,0
	<i>4T15</i>	<i>207,0</i>	<i>283,5</i>	<i>1153,9</i>	<i>22,0</i>	<i>353,1</i>	<i>220,1</i>	<i>782,5</i>	<i>157,7</i>
	TC	43,0%	16,4%	-7,3%	9%	67,9%	-18,6%	-5,5%	-49%
Recettes Fiscales	4T16	253,3	282,8	777,9	18,3	354,8	168,5	492,6	73,0
	<i>4T15</i>	<i>173,7</i>	<i>255,3</i>	<i>851,5</i>	<i>12,3</i>	<i>308,3</i>	<i>179,7</i>	<i>560,2</i>	<i>140,7</i>
	TC	45,8%	10,7%	-8,7%	49%	15,1%	-6,2%	-12,1%	-48%
Recettes non fiscales	4T16	42,8	47,2	170,6	5,8	-5,1	9,6	33,9	7,0
	<i>4T15</i>	<i>33,3</i>	<i>28,1</i>	<i>302,4</i>	<i>9,8</i>	<i>10,2</i>	<i>46,4</i>	<i>330,2</i>	<i>17,0</i>
	TC	28,5%	67,7%	-43,6%	-41%	-149,6%	-79,3%	-89,7%	-59%
Dépenses Totales	4T16	317,9	446,5	1291,5	25,6	840,7	291,7	804,2	196,5
	<i>4T15</i>	<i>398,5</i>	<i>363,2</i>	<i>1193,4</i>	<i>35,4</i>	<i>634,2</i>	<i>417,1</i>	<i>420,1</i>	<i>330,5</i>
	TC	-20,2%	22,9%	8,2%	-28%	32,6%	-30,1%	91,5%	-41%
Dépenses Courantes	4T16	188,0	264,7	650,3	7,9	-	142,1	238,7	65,6
	<i>4T15</i>	<i>208,1</i>	<i>247,1</i>	<i>702,8</i>	<i>21,8</i>	<i>-</i>	<i>182,5</i>	<i>411,4</i>	<i>193,5</i>
	TC	-9,7%	7,1%	-7,5%	-64%	-	-22,1%	-42,0%	-66%
Dépenses en Capital	4T16	129,9	181,9	339,1	-	334,1	149,6	361,4	130,9
	<i>4T15</i>	<i>112,3</i>	<i>116,1</i>	<i>333,8</i>	<i>9,8</i>	<i>311,9</i>	<i>234,6</i>	<i>369,1</i>	<i>136,9</i>
	TC	15,7%	56,6%	1,6%	-	7,1%	-36,2%	-2,1%	-4%
Solde Global	4T16	-228,5	-49,9	-221,5	-7,8	-248,0	-112,6	-97,7	-116,5
	<i>4T15</i>	<i>-211,6</i>	<i>-38,8</i>	<i>31,7</i>	<i>1,4</i>	<i>-281,1</i>	<i>-196,6</i>	<i>-71,3</i>	<i>-171,7</i>
	TC	8,0%	28,6%	-797,9%	-663%	-11,8%	-42,7%	37,0%	-32%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2016, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième trimestre 2015. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE et Commission de l'UEMOA

La dynamique légèrement haussière des recettes fiscales a été principalement déterminée par des évolutions contrastées au niveau des Etats membres, marquées, d'une part, par des hausses de recettes au Bénin (+79,6 mds, soit +45,8%) et au Mali (+46,5 mds, soit +15,1%), dans une moindre mesure, par la hausse des recettes fiscales observée au Burkina Faso (+27,4 mds, soit +10,7%) et, d'autre part, par des baisses de recettes de 73,7 mds en Côte d'Ivoire (-8,7%), de 67,6 mds au Sénégal (-12,1%) et de 11,2 mds au Niger (-6,2%).

S'agissant des recettes non fiscales, la forte baisse de 534,5 mds (-63,7%) qui a été observée au niveau de l'Union relève largement des fortes diminutions de ces recettes enregistrées, respectivement, au Sénégal (-296,3 mds, soit -89,7%) et en Côte d'Ivoire (-131,8 mds, soit -46,3%). Il faut noter que les recettes non fiscales se sont affichées en baisse dans la quasi-totalité des Etats membres de l'Union, à l'exception notable du Burkina Faso où elles se sont établies à 47,2 mds au quatrième trimestre 2016, soit une progression de 19,5 mds (+67,7%) par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente, et au Bénin où elles ont augmenté de 9,5 mds (+28,5%) sur la période.

2.4.2. Dépenses

Sur les trois derniers mois de l'année 2016, les dépenses totales de l'Union ont affiché une progression de 556,4 mds, soit une hausse relative de 16,1% entre le quatrième trimestre de l'année de 2015 et celui de l'année 2016. En effet, les dépenses totales se sont inscrites en hausse dans la plupart des Etats membres de l'Union, sauf au Bénin où elles sont ressorties en baisse de -80,6 mds (-20,2%) sur la période considérée, au Niger (125,4 mds, soit -20,2%) et en Guinée-Bissau (-9,8 mds, soit -27,7%). Elles se sont notamment affichées en hausse de 384,1 mds (+91,5%) au Sénégal et de 206,5 mds (+32,6%) au Mali, en glissement annuel.

De point de vue de la composition des dépenses, il convient d'observer que les dépenses courantes sont ressorties en baisse de 360,1 mds (-19,4%), tandis que les dépenses en capital se sont établies à 1 499,9 mds au quatrième trimestre 2016, contre 1 487,5 mds au quatrième trimestre 2015, soit une légère progression relative de 0,8%.

Au niveau des Etats membres, les dépenses courantes sont apparues en baisse dans la quasi-totalité des Etats membres, notamment au Sénégal où leur contraction a atteint 172,7 mds (-42,0%), en glissement annuel. Sur la même période, seul le Burkina Faso a affiché une hausse des dépenses courantes (+17,6 mds, soit +7,1%).

Concernant les dépenses en capital, leur évolution s'est révélée contrastée dans les Etats membres. Celle-ci a notamment été marquée, d'une part, par le repli de 85,0 mds relevé au niveau des dépenses d'investissement public du Niger (-36,2%) et, d'autre part, par les hausses relevées au Burkina Faso (+65,7 mds, soit +56,6%), au Mali (+22,2 mds, soit +7,1%) et au Bénin (+17,6 mds, soit +15,7%).

2.4.3. Solde budgétaire

L'exécution budgétaire du quatrième trimestre 2016 suggère que la position budgétaire globale de l'Union est ressortie déficitaire de 965,9 mds, soit une détérioration de 199,7 mds (+26,1%) en glissement annuel.

Cette dynamique s'explique essentiellement par la détérioration de la position budgétaire observée en Côte d'Ivoire (-253,2 mds) entre les quatrièmes trimestres de 2015 et 2016, bien que le Niger (+84,0 mds) et le Mali (+33,0 mds) aient affiché des améliorations de leurs positions budgétaires.

2.5. Situation monétaire

2.5.1 Masse monétaire

Au terme du dernier trimestre de l'année 2016, la masse monétaire de l'Union s'est établie à 25.218,3 mds, soit une augmentation de 1.940,8 mds correspondant à une évolution relative de 8,3%, en variation trimestrielle. En effet, entre les deux derniers trimestres de l'année 2016, la dynamique des disponibilités monétaires de la région a été principalement marquée par les hausses importantes de la masse monétaire relevées en Côte d'Ivoire (+862,5 mds, soit +11,3%), au Sénégal (+642,9 mds, soit +20,2%), au Togo (+212,3 mds, soit +5,2%) et au Burkina Faso (+192,1 mds, soit +7,2%). Ailleurs dans les autres Etats membres de l'Union, les disponibilités monétaires ont connu des évolutions mineures.

2.5.2 Avoirs extérieurs nets

Concernant les disponibilités extérieures nettes de l'Union, l'analyse des données conjoncturelles relatives aux deux derniers trimestres de l'année 2016 permet de constater une légère progression de 58,2 mds (soit, +0,9%) en variation trimestrielle.

Tableau 11: Masse monétaire et contreparties dans l'UEMOA au 4^{ème} trimestre 2016 (mds)

Rubriques	Période	Etats membres							
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	4T16	2 113,9	2 868,3	8 477,4	0,36	2 401,3	125,2	3 825,7	4 313,3
	<i>4T15</i>	<i>2 113,9</i>	<i>2 676,2</i>	<i>7 614,9</i>	<i>0,37</i>	<i>2 348,6</i>	<i>1 239,8</i>	<i>3 182,8</i>	<i>4</i> <i>101,0</i>
	TC	0,1%	7,2%	11,3%	-4,1%	2,2%	-89,9%	20,2%	5,2%
Avoirs Extérieurs Nets	4T16	942,0	946,2	1 808,9	0,25	224,4	566,2	1 099,0	1 237,3
	<i>4T15</i>	<i>1 165,3</i>	<i>842,7</i>	<i>1 773,3</i>	<i>0,24</i>	<i>368,6</i>	<i>478,5</i>	<i>904,3</i>	<i>1</i> <i>233,2</i>
	TC	-19,2%	12,3%	2,0%	2,8%	-39,1%	18,3%	21,5%	0,3%
BCEAO	4T16	20,9	-155,9	-	0,20	-92,2	460,9	843,4	-
	<i>4T15</i>	<i>206,5</i>	<i>-136,5</i>	<i>-</i>	<i>0,20</i>	<i>8,0</i>	<i>353,1</i>	<i>761,3</i>	<i>-</i>
	TC	-89,9%	14,2%	-	1%	-1245,8%	30,5%	10,8%	-
Banques Commerciales	4T16	921,1	1 102,1	-	0,05	316,6	105,4	255,6	-
	<i>4T15</i>	<i>958,8</i>	<i>979,2</i>	<i>-</i>	<i>0,04</i>	<i>360,6</i>	<i>125,4</i>	<i>143,0</i>	<i>-</i>
	TC	-3,9%	12,5%	-	13%	-12,2%	-16,0%	78,7%	-
Crédits à l'économie	4T16	1 160,1	2 039,8	5 154,3	0,06	2 075,7	743,5	2 662,3	2 943,2
	<i>4T15</i>	<i>1 088,8</i>	<i>1 887,0</i>	<i>4 507,5</i>	<i>0,07</i>	<i>1 876,3</i>	<i>707,2</i>	<i>2 460,1</i>	<i>2</i> <i>689,7</i>
	TC	6,5%	8,1%	14,3%	-6%	10,6%	5,1%	8,2%	9,4%
Position Nette du Gouvernement	4T16	-94,5	73,6	1 846,6	0,07	121,9	84,9	310,9	101,4
	<i>4T15</i>	<i>-154,4</i>	<i>153,7</i>	<i>1 689,0</i>	<i>0,08</i>	<i>110,6</i>	<i>138,7</i>	<i>98,3</i>	<i>86,3</i>
	TC	-38,8%	-52,1%	9,3%	-9%	10,2%	-38,8%	216,2%	17,4%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2016, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2016. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

Cette évolution des avoirs extérieurs nets résulte d'une dynamique contrastée, marquée, d'une part, par les hausses enregistrées au Sénégal (+194,8 mds, soit +21,5%), au Burkina Faso (+103,5 mds, soit +12,3%) et au Niger (+87,7 mds, soit +18,3%) et, d'autre part, par les baisses observées au Bénin (-233,3 mds, -19,2%) et au Mali (-144,2 mds, -39,1%).

2.5.3 Crédits à l'économie

Au quatrième trimestre 2016, les crédits à l'économie se sont établis à 16 779,0 mds contre 15 216,7 mds au trimestre précédent. Cette évolution des crédits alloués au secteur privé par le secteur bancaire correspond à une augmentation de 1 562,3 mds (+10,3%) en variation trimestrielle.

Elle a été déterminée par les progressions relevées dans tous les Etats membres, notamment en Côte d'Ivoire (+646,8 mds, +14,3%), au Togo (+253,5 mds, +9,4%), au Sénégal (+202,3 mds, +8,2%), au Mali (+199,4 mds, +10,6%) et au Burkina Faso (+152,7 mds, soit +8,1%).

2.5.4 Position nette du gouvernement

La PNG de l'Union est ressortie à 2 444,9 mds au terme du dernier trimestre de l'année 2016. Elle s'est ainsi inscrite en hausse de 322,6 mds (+17,4%) par rapport au troisième trimestre 2016.

Cette augmentation de la PNG émane essentiellement des hausses de 212,6 mds (+216,2%) et de 157,6 mds (+9,3%) respectivement observées au Sénégal et en Côte d'Ivoire sur la période considérée.

Par ailleurs, sur la même période, il convient de souligner que la PNG s'est affichée en baisse de 80,1 mds (-52,1%) au Burkina Faso et de 53,8 mds (-38,8%) au Niger.

2.6. Taux de change effectif réel

Contrairement au taux de change nominal qui évalue la valeur de la monnaie par rapport à une autre devise, le taux de change effectif réel, dans son calcul prend en compte les indices des prix, les taux de change des monnaies et la part des échanges extérieurs des principaux partenaires de la zone UEMOA.

Cet indicateur est important car il reflète mieux les aspects compétitifs de l'évolution des économies de l'Union par rapport à ses partenaires commerciaux. Les données disponibles sont relatives à l'année 2015.

Pendant cette année, comparativement à 2014, le taux de change effectif réel (TCER) dans notre zone s'est déprécié de 5,6% selon les perspectives économiques régionales du FMI de mai 2016.

Cette baisse du taux de change effectif réel a été observée dans tous les pays, particulièrement au Bénin et au Togo où elle a respectivement été de 10,9% et 8,8%. L'évolution la moins importante a été enregistrée au Mali (-3,2%).

La dépréciation du TCER pourrait s'interpréter comme une amélioration de la compétitivité externe des pays de l'Union au cours de l'année 2015.

2.7. Activités de la BRVM

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a enregistré une évolution favorable à fin décembre 2016 tant au niveau des échanges d'actifs que de la capitalisation. La BRVM a franchi le cap des 392,6 milliards de FCFA de transactions en 2016, en progression de 25,3% par rapport à 2015.

Ainsi le nombre de titres échangés a augmenté de 71,4% pour se situer à 193 984 632.

Cette bonne performance de l'activité boursière se traduit par la hausse de 5,2% de l'indice BRVM composite qui tire profit de l'évolution positive des indices sectoriels tels que celui du transport (+45,9%), de la distribution (+38,6%), de l'industrie (+5,7%) et des autres secteurs (+2,9%).

Par contre, les indices du secteur agricole (-11,1%), des finances (-1,3%) et des services publics (-0,7%) se contractent.

Par ailleurs, l'indice BRVM10 recule de 7,4% en raison de la baisse des titres de certaines entreprises qui composent les dix valeurs les plus actives du marché.

3. Principaux faits marquants

3.1 Environnement international

Décembre 2016 - La Banque centrale européenne (BCE) a décidé de prolonger son programme de soutien à l'économie jusqu'à fin 2017. Toutefois son rythme de rachats d'actifs va légèrement diminuer. L'institution conserve aussi son principal taux directeur à 0%. Cette décision a été prise lors de la réunion des gouverneurs de l'institution, tenue le 8 décembre, à Francfort. *Source : rfi.fr.*

Décembre 2016 - Le groupe de télécoms japonais SoftBank Group a décidé d'investir 50 milliards de dollars aux Etats-Unis et de créer 50 000 emplois. C'est ce qu'a annoncé, mardi 6 décembre 2016, le président élu Donald Trump alors en pleine tournée de remerciements. Cette annonce a été confirmée par Masayoshi Son, le PDG de SoftBank Group. *Source : rfi.fr.*

Novembre 2016 - Election de Donald Trump, le candidat des Républicains à la Présidence des Etats – Unis. Cette élection pourrait bouleverser la donne politique et économique mondiale en raison du programme économique controversé du candidat républicain qui prône par exemple un accroissement des dépenses et le protectionnisme de la première économie mondiale. *Source : rfi.fr.*

Octobre 2016 – Le Bureau des Statistiques chinois a publié les chiffres de la croissance au troisième trimestre. Ainsi, pour la troisième fois de suite depuis le début de l'année, cette institution annonce une croissance de 6,7%, une performance qui reste dans la fourchette visée par Pékin. *Source : rfi.fr.*

3.2 Pays de l'UEMOA

Décembre 2016 - En vue de dynamiser le marché interbancaire et, de manière générale, améliorer le fonctionnement du marché monétaire de l'Union, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a décidé d'élargir le corridor formé par le taux minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux du guichet de prêt marginal d'un (1) point de pourcentage. Ainsi, le taux du guichet de prêt marginal est porté de 3,50% à 4,50% à compter du 16 décembre 2016. *Sources bceao.int.*

Décembre 2016 - Les partenaires internationaux du Burkina Faso, réunis à Paris, se sont engagés à financer à hauteur de 12,2 milliards d'euros le plan de développement ambitieux présenté par les autorités de ce pays. *Source : IZF.net.*

Décembre 2016 - Des groupes français vont réaliser le train express de Dakar, un projet combinant l'électricité et le diesel d'un coût de 225 millions d'euros devant entrer en service fin 2018, ont annoncé vendredi l'Etat du Sénégal et les sociétés contractantes. « Le groupe énergétique français Engie a été mandaté pour conduire et piloter, en partenariat avec Thales, le Train express régional (TER) de Dakar », a déclaré l'Agence sénégalaise pour la promotion de l'investissement et des grands travaux (Apix, publique) dans un communiqué. *Source : IZF.net.*

Octobre 2016 - Le Togo et l'Allemagne ont signé à Lomé un nouvel accord de coopération pour les deux prochaines années. Le Togo va bénéficier d'un appui financier de 10 millions d'euros de la Banque de développement allemande pour le renforcement des systèmes de santé de base. Un second accord d'un montant de 27 millions d'euros concerne la formation technique et professionnelle et l'emploi des jeunes, l'appui à la décentralisation et à la bonne gouvernance, le développement rural et l'énergie. *Source : Journaux télévisés locaux du Togo.*

Conclusion

L'environnement international des pays de l'UEMOA demeure difficile avec le recul de la croissance dans la plupart des pays avancés. Ce qui entraîne une baisse de la demande de matières premières. Il s'en suit qu'à part le pétrole et le coton, les cours de la plupart des produits de base sont en baisse.

Au plan de la conjoncture intérieure, la croissance reste forte dans la zone UEMOA en 2016 et cette tendance devrait se poursuivre en 2017. Au quatrième trimestre, pour les pays dont nous disposons de données, la production industrielle a progressé. Dans l'ensemble, le chiffre d'affaire du commerce et des services se porte bien. Les créations d'entreprises dans les Etats où cette statistique fait l'objet de suivi sont dynamiques.

Ainsi, sur la base de la plupart des indicateurs analysés, malgré quelques signaux contraires, la conjoncture au quatrième trimestre 2016 dans la zone UEMOA est relativement bonne. Dans ces conditions, les attentes en matière de performance économique pour l'année 2016 pourraient se réaliser.

Selon les prévisions des cours des matières premières de la Banque Mondiale, on peut s'attendre à la poursuite de cette tendance au premier trimestre 2017, surtout si la dynamique observée dans les pays avancés et émergents en fin d'année se poursuit.